

Salaire des profs: les promesses non tenues d'Emmanuel Macron

Par [Caroline Beyer](#)

Publié le 30/09/2022 à 18:32, Mis à jour le 30/09/2022 à 19:05

Dans l'entre-deux-tours, le président avait annoncé une revalorisation de 10 % pour tous les enseignants.

Ils ont été 11 % d'enseignants à participer, jeudi, à la journée d'action pour les salaires et les retraites. Un chiffre qui peut paraître peu élevé, mais est toutefois significatif pour [cette grève](#) interprofessionnelle à l'appel de la CGT et Solidaires. D'autant qu'*«une journée de grève, c'est une journée de salaire en moins»*, rappelle Stéphane Crochet au SE-Unsa. En cette rentrée, le corps enseignant attend la revalorisation *«substantielle»* [promise par le président Macron](#). Son ministre de l'Éducation, Pap Ndiaye, qu'il éclipse régulièrement, avait promis en juillet *«un choc d'attractivité»* pour répondre à la crise de recrutement. Las, le détail du budget, dévoilé lundi, a fait l'effet d'une douche froide.

Celui-ci est pourtant en forte hausse. Quelque 3,6 milliards de plus qu'en 2022 (60 milliards au total), soit une augmentation de 6,5 %. Il faut remonter à l'année 2017 pour trouver une hausse presque aussi significative: + 4,4 %, à une époque où l'inflation plafonnait à 1 %. Elle galope aujourd'hui à 6,2 %. L'augmentation de 3,5 % du point d'indice des enseignants, décidée en juillet, a largement pesé (à hauteur de 1,7 milliard) dans le budget de ce ministère qui emploie un million de personnels. Quoi qu'il en soit, la promesse de revalorisation *«inconditionnelle»* de 10 % pour tous les enseignants, formulée par le candidat Macron dans l'entre-deux-tours, ne sera pas tenue. *«Les 935 millions dégagés en 2023 pour cette augmentation ne concerneront pas tout le monde, explique Sophie Vénéitay au Snes-FSU. Si c'était le cas, on arriverait à 1,2 milliard»*, ajoute-t-elle. Qui concernera-t-elle alors? Le ministère renvoie, pour l'heure, aux négociations qui vont s'ouvrir ce lundi avec les partenaires sociaux. Mais l'on sait déjà qu'elle touchera les débuts de carrière, pour honorer cette autre promesse de l'exécutif, répétée depuis la fin du précédent quinquennat, de ne pas voir les enseignants entrer dans le métier à moins de 2 000 euros net.

«Pacte nouveau»

Les titulaires commencent aujourd'hui à 1 926 euros net, primes comprises. Ils vont donc gagner 74 euros supplémentaires. *«Une somme qui compterait s'il n'y avait pas l'inflation, résume-t-on au SE-Unsa. Ou si une loi pluriannuelle de programmation permettait d'avoir des perspectives. «Mais il n'en est pas question. On nous explique que tous les efforts sont concentrés sur 2023 pour créer le choc d'attractivité»*, rapporte Stéphane Crochet, qui décrit des enseignants *«extrêmement défiants»*. *«Ils ont entendu des formules depuis cet été, persuadés qu'il y avait un piège. Il y a un vrai problème entre le président Macron et les professeurs, ajoute-t-il. Quand il avoue découvrir qu'il existe des projets d'écoles, il donne l'impression de ne pas être rentré dans la réalité du métier.»*

Quid, enfin, du *«pacte nouveau»* avec les enseignants, voulu par le président? Pour cette augmentation conditionnée à l'acceptation de nouvelles missions, comme le remplacement ou l'aide aux devoirs, 300 millions d'euros figurent au budget 2023. Reste à définir ces nouvelles

tâches. *«Leur liste varie en fonction des différentes déclarations ministérielles. C'est assez nébuleux»*, ironise-t-on au Snes-FSU. *«Cette augmentation conditionnée devra tenir compte des importants écarts existant entre le secondaire et le primaire - où les enseignants sont vingt-cinq heures devant les élèves -, ainsi que des écarts entre les femmes et les hommes, qui font davantage d'heures supplémentaires»*, insiste le SE-Unsa.